

La culture sacrifiée : mobilisons-nous ensemble !

Les annonces du Premier ministre du 10 décembre ont provoqué un élan de colère et d'incompréhension dans toutes les professions du spectacle et du cinéma. D'un seul coup, la promesse d'une demi-réouverture est devenue une prolongation de fermeture, au moins jusqu'au 7 janvier, et certainement au-delà.

La méthode surprend et n'est pas acceptable : aucune concertation comme le recommande le conseil scientifique lui-même, aucune prise en compte des protocoles sanitaires très stricts mis en place dans les lieux de spectacle et de cinéma, ou consacrés aux arts visuels, aucune prise en compte de la mobilisation et du travail des équipes artistiques et des lieux qui ont œuvré sans relâche pour être au rendez-vous !

Les lieux de culture ne sont pas traités équitablement avec les lieux de culte, aux conditions pourtant équivalentes en termes d'espace et d'accueil du public.

Des recours en référé liberté vont être déposés. Un grand nombre d'organisations s'associent à ces démarches.

La ministre de la Culture a été dépêchée pour éteindre l'incendie en annonçant 35 millions € d'aides, un montant qui ne couvre pas l'ensemble des dégâts. Nous exigeons qu'elles soient fléchées pour soutenir l'emploi direct des artistes et technicien-ne-s et l'activité des autrices et auteurs.

Toutes les structures ne sont pas soutenues de la même manière. Toutes doivent l'être pour maintenir la vitalité de notre écosystème ! N'en laissons aucune disparaître ! Le plan de relance et la loi de finances pour 2021 sont déjà dépassés et n'apportent pas de moyens à la hauteur de la crise.

Pour que nos secteurs survivent et que le public nous retrouve, nous avons besoin de réponses à nos exigences :

- **Nous voulons un soutien pour travailler quand même** : résidences de création et répétitions doivent être financées ;
- **Nous voulons un soutien à la diversité d'action et d'éducation artistiques et culturelle**, notamment en conservatoires ;
- **Nous voulons la garantie de tous les droits sociaux, dont l'accès est de plus en plus compromis** (assurance chômage, sécurité sociale, protection complémentaire, médecine du travail...);
- **Nous voulons être associés à toutes les décisions** y compris sanitaires pour permettre la réouverture au plus vite et l'accueil du public en salles comme dans l'espace public.

Sans réponse positive à ces demandes formulées depuis plusieurs mois, nous envisageons d'ouvrir les lieux en janvier !